

mécanismes multilatéraux offrent les meilleures possibilités de poursuivre nos objectifs dans cette région.

La semaine dernière encore, à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, la délégation du Canada a tenté d'obtenir l'adoption d'une résolution visant à concentrer l'attention sur la situation des droits de l'homme au Salvador, tout en évitant d'y faire entrer des considérations politiques étrangères à la question. Nous y avons presque réussi. Nous avons par là démontré qu'il était énormément difficile d'obtenir un consensus international sur une approche équilibrée d'un problème complexe.

Nous tentons d'éviter la politisation des questions humanitaires. Mais les problèmes de l'Amérique centrale ne sont pas de nature purement humanitaire. Ils comportent des considérations de politique aux plans des relations est-ouest et de l'hémisphère. On remarque une ingérence étrangère dans cette région, bien qu'elle ne soit pas la seule cause des difficultés actuelles.

Alors que nous poursuivons dans cette région toute une gamme d'objectifs touchant aussi bien les questions humanitaires, l'économie et le développement que la sécurité, nous devons être fidèles aux principes qui motivent notre politique étrangère, et nous devons être honnêtes dans notre évaluation de ce que nous pouvons réaliser. Les gestes rhétoriques ne nous honorent pas, et n'apportent aucun avantage aux populations de l'Amérique centrale.

* * *

Monsieur le Président, je n'ai abordé que l'une des nombreuses questions qui intéressent la politique étrangère du Canada. Les membres du Comité en identifieront bien d'autres. J'attends maintenant vos questions.